

Fraude, cybercriminalité, corruption, espionnage économique, blanchiment d'argent: le monde de l'entreprise

# L'empire du côté obscur

PwC's Academy organise un cycle de formation sur la lutte contre la criminalité financière

PAR LÉONARD BOVY

**Fraude, corruption, détournement de fonds, espionnage économique, cyber-attaque, blanchiment d'argent: la criminalité revêt de multiples visages et nombre d'entreprises en font les frais. Pour preuve, une enquête mondiale de PwC montre qu'une entreprise sondée sur trois admet avoir été victime d'une fraude. La problématique est suffisamment préoccupante pour justifier de sensibiliser les entreprises aux dangers auxquels elles s'exposent. C'est dans ce cadre que PwC's Academy organise un cycle de conférences sur la lutte contre la criminalité financière. Robert Mazur, l'expert international qui interviendra lors de la session du mercredi 8 février, a œuvré 27 ans durant pour des agences fédérales américaines et il s'est infiltré dans les circuits financiers du cartel de la drogue de Medellín. Plongée dans l'empire du côté obscur.**

«On doit rendre les entreprises sensibles aux risques qu'elles prennent, car elles ne peuvent pas se prémunir des risques dont elles ne sont pas conscientes», Rima Adas, associée, et Michael Weis, directeur, tous

deux du «Fraud & Forensic Services Team» de PwC Luxembourg, ainsi que Nicolas Lefèvre associé et responsable de PwC's Academy plaident en faveur d'une formation adéquate des responsables d'entreprise en matière de criminalité financière: «Cela existe aussi au Luxembourg», insistent-ils, et si «l'imagination des criminels est sans limite, les fondamentaux du schéma d'une fraude restent cependant toujours d'actualité; les trois quarts des fraudes sont basiques et simples».

Si 34 % des entreprises sondées dans le cadre de l'étude mondiale de PwC reconnaissent avoir été victimes d'une fraude, près d'un quart déclarent avoir été exposé à la cybercriminalité. Cette évolution des pratiques criminelles a poussé PwC à engager trois «hackers» qui, avec mandat des entreprises clientes, cherchent à attaquer leur site Internet dans le but de démontrer la vulnérabilité de leur système. Les banques et leur e-banking notamment sont en première ligne. «La technologie de la fraude a fortement évolué, il y a toujours un aspect IT (technologies de l'information) aujourd'hui», relèvent les trois responsables de PwC.

Sachant que la criminalité financière recouvre de multiples types de fraudes - détournements d'actifs, fraude comptable, corruption, vol de données, cyber-attaques, espionnage économique, blanchiment d'argent... - en constante mutation, le cycle de formation de PwC's Academy sur la criminalité financière permet «à nos clients de prendre connaissance des dernières nouveautés en matière de fraude». Et la sensibilisation est un premier pas vers la prévention!

## Infiltration

Et à propos de prévention en matière de lutte contre le blanchiment, c'est un spécialiste de l'infiltration et expert en la matière qui animera le module de formation organisé le 8 février par PwC's Academy. Sacré numéro ce Robert Mazur! Après 27 années passées sur le terrain au service de trois agences fédérales américaines, il est aujourd'hui un des principaux responsables de la formation des agents chargés de lutter contre le blanchiment d'argent, avec une attention particulière portée aux narcotrafiquants.

Et ces narcotrafiquants il les connaît parfaitement: sous couverture et sous un nom d'emprunt (Robert Musella), il a œuvré comme blanchisseur pour le cartel de Medellín. Son enquête a mené à l'arrestation de complices de Pablo Escobar, à la condamnation pour trafic de drogue du général Manuel Noriega et à la fermeture de la banque BCCI, septième banque privée au monde en 1991 et installée au... Luxembourg. «Dans ce dossier, le Luxembourg est victime et a été abusé par des gens qui connaissent l'importance du secret bancaire» en place, relève Robert Mazur joint par téléphone. Beaucoup de sociétés écrans de droit luxembourgeoises ont été dans ce cadre



Les nouvelles technologies de l'information sont au cœur de la criminalité financière: sion et les criminels ouvrent des sites de jeu-casino en ligne pour blanchir l'argent

acquises par des conseillers financiers ayant pignon sur rue au Panama mais les vendeurs «n'avaient pas connaissance de l'illégalité» de la manœuvre, avoue Robert Mazur, qui... blanchit ainsi le Luxembourg.

Certes, cette enquête, qui a duré neuf ans au total, remonte à plus de vingt ans, «mais pour l'essentiel, les fondamentaux (des techniques de blanchiment, ndr) sont restés les mêmes», indique Robert Mazur, qui cite le recours fréquent des criminels narcotrafiquants aux réseaux complexes d'entreprises, aux sociétés de change de devises, sociétés d'import-export, ou encore d'exportations de fruits notamment, basées au Panama, au Liban, en Colombie,

au Mexique ou en Afrique du Nord. Sans oublier la création de sociétés offshore basées en Libye, à Gibraltar, dans les îles Jersey ou celle de Grand Cayman.

Est-il possible de gagner la guerre contre le crime? Pour y arriver, il faudrait faire «un effort global mondial», évalue Robert Mazur et surtout «faire admettre aux autorités américaines de coopérer avec les autres pays». A défaut de gagner la guerre, la lutte contre le blanchiment remporte régulièrement des batailles, se réjouit l'expert américain. Il en veut pour preuve le tout récent démantèlement du réseau d'un Libanais, Ayman Joumaa, qui blanchirait, selon les autorités amé-



De g. à dr.: Rima Adas, Michael Weis et Nicolas Lefèvre. (PHOTO: CHARLES CARATINI)

## Lutte contre le blanchiment: une formation obligatoire

La pratique de PwC en la matière

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est loin d'être une notion théorique et abstraite.

En 2010, les acteurs luxembourgeois concernés par la législation en la matière (lire le détail dans l'encadré ci-contre) ont effectué auprès des autorités compétentes 1.015 déclarations de soupçons de blanchiment ou de financement du terrorisme, un chiffre en augmentation «substantielle», selon la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

75 banques (soit une sur deux présentes au Luxembourg) ont pris à leur compte 842 de ces déclarations. A noter que, toujours selon la CSSF, 74 % des 1.015 communications de soupçons (soit 751) émanent de quatorze banques et deux professionnels du secteur financier.

Débusquer les cas (ou soupçons) de blanchiment ne peut se concevoir que si le personnel des établis-

sements concernés sont sensibilisés à la problématique. C'est dans le but d'organiser la prévention que la loi luxembourgeoise prévoit une formation obligatoire du dit personnel, explique Rima Adas, associée chez PwC et spécialiste des questions de fraude.

Chez PwC, cette formation se tient une fois par an et rassemble notamment les réviseurs d'entreprises qui sont en première ligne. Ils reçoivent «une mise à jour réglementaire», détaille Rima Adas, ils travaillent sur «des cas pratiques» et «une approche méthodologique» selon l'activité des sociétés auditées.

Et bien entendu, le personnel est sensibilisé aux techniques utilisées par les blanchisseurs. «PwC a un certain nombre de diligences à respecter, les réviseurs doivent donc avoir une excellente compréhension du problème» du blanchiment et du financement du terrorisme, conclut Rima Adas. (LB)

## Prélavage, brassage, essorage

Le Luxembourg à la pointe de la lutte / L'imagination des criminels

«Qu'est-ce que le blanchiment d'argent? C'est un crime en vertu duquel des sommes d'argent obtenues dans le cadre d'activités criminelles (spéculations illégales, fraudes, activités mafieuses, trafic de drogue, d'armes, corruption... ndr), de l'argent «sale», sont réinvesties dans le système financier afin d'en dissimuler la provenance», précise l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL) dans sa documentation. La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est une nécessité pour une place financière comme celle du Luxembourg. Et le fait que la place cultive son secret bancaire renforce encore cette absolue nécessité.

La législation du pays en la matière respecte les règles du Groupe d'action financière (GAFI), principal bras armé intergouvernemental de lutte contre le blanchiment, ainsi que la législation européenne édictée dans des directives totalement transposées en droit luxembourgeois.

«Le Luxembourg est très à jour dans la législation contre le blanchiment d'argent»,

confirme Rima Adas, «partner» de PwC; «Le Luxembourg reste à la pointe des évolutions législatives dans ce domaine», surenchérit l'ABBL, notamment en respectant les normes de l'OCDE relatives à l'échange d'informations fiscales à la demande. Conséquences: le Luxembourg est sorti en 2011 de la procédure de la liste grise du GAFI (la liste des mauvais élèves) en raison de la mise en œuvre d'un arsenal juridique approprié (les lois du 27 octobre 2010). Et en 2009, l'OCDE a retiré le Luxembourg de sa liste grise des pays qui ne sont pas aux normes en matière d'échanges de renseignements fiscaux, qui par la bande permettent également de lutter contre le blanchiment.

La lutte contre le blanchiment n'incombe pas qu'aux banques, relève l'ABBL, «l'ensemble des professionnels du secteur est visé par la législation ainsi que les assurances, les réviseurs d'entreprises, les casinos mais aussi les avocats, agents immobiliers, conseillers fiscaux, et marchands de biens de grande valeur». Il faut dire que l'imagination des criminels est

sans limite lorsqu'il s'agit de blanchir des fonds provenant d'activités illégales. «En général, l'acte consistant à blanchir de l'argent se déroule en trois étapes: placement, dispersion et intégration», explique encore l'ABBL.

■ Le placement (encore appelé pré-lavage), l'étape la plus risquée, «consiste à faire entrer l'argent sale dans le système financier légal», note l'ABBL. Parmi les pratiques les plus courantes des blanchisseurs: le dépôt par de nombreux complices de petites sommes sur différents comptes en banque; acheter des plaques de jeux dans les casinos puis les reconvertir en argent propre quelques heures plus tard en pouvant prouver qu'il s'agit de gains; acheter avec du liquide des objets de luxe pour les revendre à une boutique complice; mélanger l'argent sale aux recettes d'un commerce (ou réseau de commerces) complice comme des laveries automatiques, bijouteries, casinos ou des pizzerias; rater un envoi de fonds à l'étranger via une société spécialisée: le nom du destinataire étant faux, l'argent peut être récupéré plus

attaqué



les cyber-attaques sont en nette progression. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

ricaines, quelque 200 millions de dollars chaque mois. La Banque Libano-Canadienne est soupçonnée de tremper dans ce trafic d'argent sale. Et Robert Mazur est également intarissable sur le cas de la banque américaine Wachovia (rachetée par Wells Fargo) qui a blanchi 380 milliards de dollars via le Mexique et est impliquée dans le mouvement de 22 tonnes de cocaïne!

Selon Robert Mazur, les revenus provenant du trafic de drogues se montent à 400 milliards de dollars chaque année, de quoi attiser la convoitise et provoquer l'émergence de systèmes toujours plus sophistiqués pour le blanchiment de ces sommes.

sans limite

tard par le criminel; via Internet, les blanchisseurs peuvent créer un site de jeu et casino en ligne, des complices jouent et perdent et l'argent atterrit sur un compte en banque; grâce à un réseau parfois complexe de plusieurs sociétés créées dans ce but, et via de fausses facturations, l'argent sale circule.

■ La dispersion (ou le brassage) consiste «à modifier la forme des sommes initialement placées dans le but d'effacer toutes traces quant à leur origine», détaille l'ABBL. Valse de transferts bancaires via des comptes ouverts (parfois dans des paradis fiscaux) au nom de sociétés holding ou des sociétés offshore, réalisation de transactions sur les marchés financiers ou encore multiplication d'opérations de changes figurent dans l'arsenal des criminels.

■ L'intégration (ou l'essorage) permet de réintroduire l'argent blanchi, sous une forme légitime, dans le système économique et financier mondial. Achat d'entreprises légales, placements immobiliers ou financiers légaux font partie de la panoplie. (LB)

Facebook elektrisiert mit Börsengang die Wall Street

## Warten auf Zuckerberg

Angepeilte Einnahmen sollen zunächst bei fünf Milliarden Dollar liegen

Die Börsianer waren gestern ganz aufgeregt: Sekündlich rechneten sie am Mittwoch damit, dass das weltgrößte soziale Netzwerk seinen gigantischen Börsengang anschiebt. Erste Details sickerten aber schon durch.

Facebook strebt in Richtung Börse und die Welt fiebert mit. Die Aussicht auf den spektakulärsten Börsengang des Internet-Zeitalters versetzte am Mittwoch vor allem die Wall Street in helle Aufregung. Facebook war das beherrschende Gesprächsthema im New Yorker Finanzzentrum. Investoren hoffen auf ein lukratives Investment, Banker und Aktienhändler auf satte Gebühreneinnahmen.

Nach Informationen des gewöhnlich gut unterrichteten Technologie-Blogs „All Things Digital“ sollte es aber gestern noch bis mindestens 22.00 Uhr deutscher Zeit dauern, bis Facebook sich rührt. Vor Redaktionsschluss wurde nichts vermeldet.

Dann schließt die New Yorker Börse. Schlimmstenfalls könnte sich Facebook auch erst am heutigen Donnerstag hervorwagen, hieß es. Erster Schritt ist die Veröffentlichung des Börsenprospekts. Das Dokument macht die potenziellen Investoren mit den Geschäftszahlen des Unternehmens vertraut und steckt den Rahmen für den Gang aufs Parkett ab.

Und hier könnte eine Enttäuschung bevorstehen: Die „New York Times“ berichtete unter Berufung auf eine eingeweihte Person, dass die angepeilten Einnahmen zunächst bei fünf Milliarden Dollar lägen. Bislang wurde von zehn Milliarden Dollar ausgegangen. Damit würde Facebook mit angezogener



Journalisten aus aller Welt fiebern den Börsenplänen entgegen. (FOTO: AFP)

Handbremse an die Börse gehen. Die Summe kann sich aber noch ändern. Es ist üblich, dass Firmen tiefstapeln, dann die Reaktion der Investoren abwarten und - falls genügend Nachfrage besteht - später den Preis erhöhen. Facebook selbst schwieg bis zuletzt.

Selbst mit fünf Milliarden Dollar wäre die Facebook-Platzierung aber immer noch einer der größten Internet-Börsengänge aller Zeiten. Suchmaschinenprimus Google kam im Jahr 2004 auf Einnahmen von 1,7 Milliarden Dollar. Zusammen mit den Aktien, die bei den Alteigentümern verblieben, lag die Gesamtbe-

wertung damals bei 23 Milliarden Dollar. Bis heute sind daraus 189 Milliarden Dollar geworden.

### Firmenwert von 100 Milliarden Dollar

US-Medien gehen bislang davon aus, dass Facebook beim Börsengang mit 75 bis 100 Milliarden Dollar bewertet wird (57 bis 76 Mrd. Euro).

Damit würde der Senkrechtstarter vom Firmenwert her in einer Liga mit dem Autokonzern VW oder dem Industriemulti Siemens spielen. Facebook ist mit seinen mehr als 800 Millionen Mitgliedern

eine Macht im Internet-Werbegeschäft. Von der Vorlage des Börsenprospekts bis zum eigentlichen Gang an die Börse können noch Monate vergehen. In dieser Zeit wirbt die Facebook-Führung um Gründer Mark Zuckerberg bei Investoren für ihr Unternehmen. Hilfe erhält Zuckerberg dabei von der US-Investmentbank Morgan Stanley; laut US-Medienberichten steht das Wall-Street-Haus endgültig als federführende Bank fest.

Unklar ist nach Informationen des „Wall Street Journal“ allerdings noch die Börse, an der Facebook gelistet wird. Es geht um Kosten und Renommee. Infrage kommen die altherwürdige New York Stock Exchange und die vergleichsweise junge Technologiebörse Nasdaq. Letztere hat keinen klassischen Parketthandel. Facebook könnte sich mit der Entscheidung Zeit lassen, schrieb die Zeitung unter Berufung auf eingeweihte Personen.

Bereits seit längerem wird über einen Börsengang von Facebook spekuliert. In der jüngeren Vergangenheit hatten Internetfirmen wie das berufliche Netzwerk LinkedIn, das Schnäppchenportal Groupon und der Spieleentwickler Zynga („Farmville“) den Sprung aufs Parkett gewagt. Das war vielfach als Testlauf für Facebook gesehen worden.

Gründer Zuckerberg wollte die Kontrolle über sein Unternehmen lange nicht aus der Hand geben. Statt eines Börsengangs sammelte er in mehreren nicht-öffentlichen Finanzierungsrunden Geld von großen Investoren ein. Zuckerberg gehört ein knappes Viertel an Facebook, der Börsengang wird ihn zum Multi-Milliardär machen. (dpa)

## Ein Charmeur an der Spitze

Neuer Sony-Chef Hirai ist schon seit längerem der starke Mann beim Elektronikonzern

**Tokio.** Es ist ein Führungswechsel mit Ansage: Kazuo Hirai ist schon seit längerem der starke Mann bei Sony. Im März übernahm er beim Elektronikriesen die wichtige Produktparte für Endverbraucher. Und im Januar bestritt er auf der Leitmesse CES den wichtigsten Teil der Pressekonferenz. Während Noch-Chef Howard Stringer onkelhaft moderierte, präsentierte Hirai die neue Strategie des Konzerns: Die vollständige Vernetzung aller Geräte - miteinander und mit dem neuen Online-Dienst von Sony. So verwundert es nicht, dass der 51-Jährige jetzt auch offiziell die Geschäfte übernimmt.

Hirai kam 1960 in Tokio zur Welt, er wuchs in Japan und den USA auf. Daher spricht der neue Sony-Chef hervorragend Englisch, was für einen japanischen Top-Manager nicht selbstverständlich ist. Nach seinem Bachelor an der Universität Tokio ging er 1984 zu Sony, wo er zunächst in der Musiksparte einstieg. Anschließend wechselte er in die Abteilung für Computerspiele und half bei der Einführung der Spielkonsole Playstation. 1999 übernahm er die Leitung des US-Geschäfts und trimmte es auf Profit. Mit der Übernahme der Endverbraucher-Sparte im März 2011 hat

Hirai die Planung neuer Produkte gebündelt - das ist wichtig, um Fernseher, Computer, Smartphones, Tablet-Computer und Spielkonsolen miteinander zu verzahnen, wie es bereits auf der CES zu sehen war.

Vom Vorgänger Howard Stringer bekommt Hirai selbstverständlich nur Lob: Er habe das globale Geschäft im Blick und sei eine

starke Führungspersönlichkeit. Zudem sei ihm der digitale Wandel in Fleisch und Blut übergegangen.

Stringer selbst hatte Hirai - Spitzname Kaz - als Nachfolger vorgeschlagen. „Kaz ist ein global orientierter Manager, der sich mit Technologie und der Cloud auskennt, Inhalte hoch schätzt und dem die digitale Transformation in Fleisch und Blut übergegangen ist“,

erklärte der 69-Jährige in einer Mitteilung.

„Der Weg, den wir gehen müssen, ist klar: Wir müssen das Wachstum in unserem Kerngeschäft mit Elektronik antreiben“, gab Hirai die Richtung vor. Dazu zählten vor allem Fotografie, mobile Geräte und Computerspiele. Im umkämpften und defizitären Fernsehgeschäft müsse Sony die Kehrtwende gelingen. Zudem sei es wichtig, die Innovationen für neue Geschäftsfelder zu beschleunigen.

Sony setzt verstärkt auf das Online-Geschäft. Auf der Consumer Electronics Show (CES) betonte der Hersteller, dass künftig fast alle Geräte Zugriff die eigenen Internet-Dienste haben. Das soll den Nutzern Komfort bringen, aber auch den Digital-Vertrieb von Videos und Musik antreiben - hier sieht sich Sony dank seines Film- und Musikgeschäfts in einer starken Position. Zudem sollen alle Geräte untereinander vernetzt werden: Computer, Fernseher, Tablet-Computer und Smartphones.

Die Börsianer in Tokio reagierten am Mittwoch zunächst verhalten auf die Ankündigung, die Aktie verlor knapp 2 Prozent, während der Nikkei-Index auf seinem Niveau verharrte. (dpa)



Kazuo Hirai hat sich vor allem mit seiner Arbeit in der Computerspielsparte des Konzerns einen Namen gemacht. (FOTO: AFP)